

ces de revenus considérables qui n'existent plus depuis 1897 ; que ces ressources maintenant disparues, (la taxe directe sur certaines personnes, sur les mutations de propriété, sur les établissements de commerce et de manufacture,) ont, de 1892 à 1897, rapporté au trésor une somme de \$1,516,972.95.

Nos amis de la gauche ont donc, de 1892 à 1897, perçu sur la vente des limites à bois et en vertu de taxes qu'ils ont créées en 1892 et abolies à la veille des élections de 1897, une somme de \$1,701,023.75, soit, en moyenne, \$340,204.75 par an ; tandis que nous n'avons perçu annuellement de la vente de nos limites à bois qu'une somme moyenne de \$242,594.59, soit \$97,610.16 de moins que nos adversaires.

En sorte que, si nous avions suivi la politique de nos prédécesseurs, si nous avions prélevé sur la population de cette province ces impôts qu'ils s'étaient créés, nous aurions eu, non pas les surplus annuels de 25 à \$100,000 que nous avons eus depuis 98, non pas les déficits annuels de \$230,000, \$162,000 et \$829,000 par lesquels se soldaient les comptes publics en 1894, 1895 et 1897, mais un surplus total de plus de \$2,400,000.

LES HOMMES QU'IL FAUT A CETTE PROVINCE.

Le chef de l'opposition terminait hier son discours en formulant des vœux qui, je n'en ai aucun doute, étaient sincères. Ce qu'il faut à cette province, disait-il, ce sont des hommes ; des hommes qui travaillent au développement de ses ressources naturelles, des hommes qui, la faisant grandir et prospérer, la placent et la tiennent à la hauteur qu'elle mérite d'occuper dans la Confédération canadienne.

M. l'Orateur, je partage entièrement les opinions de l'honorable chef de l'opposition sur la nécessité qu'il y a pour cette province d'avoir un gouvernement qui sache rendre de plus en plus productives les richesses naturelles dont l'a dotée la Providence.